

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2016/27093]

14 AVRIL 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 42, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2014 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 décembre 2015 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 janvier 2016 ;

Vu l'avis 58.787/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 février 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o l'agent : tout agent de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement compétent pour effectuer une saisie administrative sur la base de l'article 42 de la loi du 14 août 1986 ;

2^o la loi : la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

3^o le lieu d'accueil : le lieu d'accueil approprié visé à l'article 42, § 1^{er}, de la loi ;

4^o le Ministre : le Ministre du Bien-être animal ;

5^o la Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions : la Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions du Département de la Police et des Contrôles de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

CHAPITRE II. — *La procédure de placement des animaux saisis*

Art. 2. § 1^{er}. Lorsqu'un animal saisi est hébergé, le lieu d'accueil est soit un refuge pour animaux agréé soit un parc zoologique agréé conformément à l'article 5 de la loi.

Lorsque l'agent est dans l'incapacité de trouver un lieu d'accueil tel que visé à l'alinéa 1^{er}, il peut placer l'animal dans un lieu d'accueil adapté non agréé.

§ 2. L'agent qui procède à la saisie détermine le lieu d'accueil en fonction :

1^o de la capacité d'hébergement du lieu d'accueil selon l'espèce concernée ;

2^o de la distance entre le lieu de saisie et le lieu d'accueil ;

3^o de l'état de santé de l'animal et de l'urgence à le placer ;

4^o pour autant que le transport soit requis par l'agent, de la capacité à procéder au transport de l'animal dans les délais fixés par l'agent.

CHAPITRE III. — *Le remboursement des frais liés à la procédure de saisie administrative*

Art. 3. § 1^{er}. Le responsable du lieu d'accueil visé à l'article 2 peut solliciter au Service public de Wallonie le remboursement des frais liés à la prise en charge de l'animal saisi administrativement uniquement lorsque celle-ci est réalisée par l'agent visé à l'article 1^{er}, 1^o.

§ 2. Les frais sont fixés forfaitairement conformément à l'annexe 1.

En cas de prise en charge d'une espèce non reprise à l'annexe 1, le responsable du lieu d'accueil peut solliciter le remboursement des frais réels sans que ceux-ci ne dépassent le triple du montant maximal prévu à l'annexe 1.

§ 3. Pour bénéficier du remboursement prévu au paragraphe 1^{er}, le responsable du lieu d'accueil introduit auprès du Service public de Wallonie une déclaration de créance, selon le modèle de l'annexe 2, dans un délai maximal de six mois à dater de la prise en charge effective de l'animal.

Le remboursement forfaitaire ne porte pas atteinte au droit du responsable du lieu d'accueil de réclamer auprès du propriétaire le remboursement des frais qu'il estime non couverts par le forfait.

CHAPITRE IV. — *Les obligations du responsable du lieu d'accueil dans le cadre de la procédure de saisie administrative*

Art. 4. Le responsable du lieu d'accueil fait réaliser un rapport vétérinaire sur l'état de santé de l'animal saisi. Ce rapport parvient à la Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions au plus tard le quatrième jour suivant la prise en charge effective de l'animal saisi.

Art. 5. Le responsable du lieu d'accueil se conforme à la décision de destination prise par la Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions et aux délais fixés lors de la notification de cette décision.

Art. 6. Si le responsable du lieu d'accueil ne respecte pas les obligations visées aux articles 4 et 5, le remboursement prévu à l'article 3, § 1^{er}, n'est pas octroyé.

CHAPITRE V. — *La procédure de destination de l'animal*

Art. 7. Si la destination fixée, en application de l'article 42, § 2, de la loi, consiste en la vente de l'animal, les modalités de cette vente sont confiées à un huissier de justice.

Art. 8. Pour prendre une décision de saisie ou de destination d'un animal ou pour sa mise en application, l'agent peut faire appel à un expert ou à toute autre personne jugée utile. Les frais engendrés dans ce cadre sont avancés par le Service public de Wallonie.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 avril 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 1^{re}. Les frais forfaitaires de prise en charge d'un animal en cas de saisie administrative
Les frais forfaitaires de prise en charge dans le cadre d'une saisie administrative sont fixés par espèce comme suit :

1°	pour un chien	150 €
2°	pour un chat	150 €
3°	pour un équidé	150 €
4°	pour un bovin	150 €
5°	pour un ovin	75 €
6°	pour un caprin	75 €
7°	pour un cervidé	75 €
8°	pour un porcine	75 €
9°	par groupe de maximum 10 rongeurs	35 €
10°	par rongeur à partir du 11ème	3,5 €
11°	par groupe de maximum 10 léporidés	35 €
12°	par léporidé à partir du 11ème	3,5 €
13°	par groupe de maximum 10 furets	35 €
14°	par furet à partir du 11ème furet	3,5 €
15°	par groupe de maximum 10 oiseaux	35 €
16°	par oiseau à partir du 11ème	3,5 €
17°	par groupe de maximum 20 volailles	35 €
18°	par volaille à partir de la 21ème	1,75 €
19°	par groupe de maximum 3 reptiles de même espèce (autres que ceux visés en 21°, 22°, 23°, 24°)	100 €
20°	par reptile visé au 19° à partir du 4ème	33 €
21°	par groupe de maximum 3 serpents de même espèce	75 €
22°	par serpent de même espèce à partir du 4ème	25 €
23°	par groupe de maximum 20 tortues aquatiques juvéniles	100 €
24°	par tortue aquatique juvénile à partir de la 21ème	5 €
25°	par groupe de maximum 20 invertébrés	20 €
26°	par invertébré à partir du 21ème	1 €

Les montants des indemnités forfaitaires sont majorés par saut d'index de cinq pour cent au 1^{er} juillet de l'année qui suit l'année au cours de laquelle l'indice santé augmente d'un multiple de cinq pour cent par rapport à l'indice de base. L'indice de base est l'indice santé de septembre 2015.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

Namur, le 14 avril 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe 2. Modèle de déclaration de créance

DECLARATION DE CREANCE – SAISIE ANIMAUX

Dossier n°

Je soussigné, (nom/prénom)
 (adresse)
 (CP/commune)
 Agissant pour le compte
 de.....(société)
 (adresse)
 (CP/commune)
 Numéro de compte IBAN :

déclare que le Service public de Wallonie (SPW – DGO3 – DPC – DABRP) m'est redevable de la somme de (en chiffres) :..... euros comme indemnité de prise en charge d'animaux saisis aux termes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 appartenant à :

Nom/Prénom du responsable :
 Adresse :.....
 CP :..... Commune :.....

La saisie a été réalisée le/...../.....

Nombre et espèces d'animaux saisis x Forfait ou coût réel si l'espèce n'est pas reprise à l'annexe 1.		
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
TOTAL :	 €

Je certifie sur l'honneur que la présente déclaration s'élevant à la somme de (en toutes lettres) : euros est sincère et complète.

Fait à....., le/...../.....

(signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 déterminant les modalités liées à la saisie administrative mentionnée à l'article 42 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux. Namur, le 14 avril 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2016/27093]

14. APRIL 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 42, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 27. Dezember 2014;

Aufgrund des am 10. Dezember 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 7. Januar 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 3. Februar 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 58.787/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Bedienstete: jeder Bedienstete der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, der zuständig ist, um eine administrative Beschlagnahme auf der Grundlage von Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 durchzuführen;

2° das Gesetz: das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere;

3° Aufnahmestelle: die in Artikel 42 § 1 des Gesetzes erwähnte geeignete Aufnahmestelle;

4° der Minister: der Minister für Tierschutz;

5° die Direktion der Bekämpfung der Wilddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen: die Direktion der Bekämpfung der Wilddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen der Abteilung Polizei und Kontrollen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.

KAPITEL II — *Verfahren zur Unterbringung der beschlagnahmten Tiere*

Art. 2 - § 1. Wenn ein beschlagnahmtes Tier untergebracht wird, handelt es sich bei der Aufnahmestelle entweder um ein zugelassenes Tierheim oder einen zugelassenen zoologischen Garten gemäß Artikel 5 des Gesetzes.

Wenn der Bedienstete nicht in der Lage ist, eine Aufnahmestelle nach Absatz 1 zu finden, kann er das Tier in einer geeigneten Aufnahmestelle, die keine Zulassung besitzt, unterbringen.

§ 2. Der Bedienstete, der die Beschlagnahme vornimmt, bestimmt die Aufnahmestelle auf der Grundlage:

1° der Unterbringungskapazität der Aufnahmestelle je nach der betroffenen Art;

2° der Entfernung zwischen dem Ort der Beschlagnahme und der Aufnahmestelle;

3° des Gesundheitszustands des Tieres und der Dringlichkeit, dieses unterzubringen;

4° der Fähigkeit, den Transport des Tieres innerhalb der von dem Bediensteten festgelegten Fristen durchzuführen, insofern der Transport von dem Bediensteten verlangt wird.

KAPITEL III — *Erstattung der Kosten im Zusammenhang mit dem Verfahren zur administrativen Beschlagnahme*

Art. 3 - § 1. Der Verantwortliche der in Artikel 2 erwähnten Aufnahmestelle kann die Erstattung der Kosten im Zusammenhang mit der Aufnahme des administrativ beschlagnahmten Tieres bei dem öffentlichen Dienst der Wallonie nur beantragen, wenn die Beschlagnahme von dem in Artikel 1 Ziffer 1 erwähnten Bediensteten durchgeführt wird.

§ 2. Die Kosten werden gemäß Anhang 1 pauschal festgelegt.

Im Falle der Unterbringung einer Art, die im Anhang 1 nicht aufgeführt ist, kann der Verantwortliche der Aufnahmestelle die Erstattung der tatsächlichen Kosten beantragen, ohne dass diese das Dreifache des im Anhang 1 vorgesehenen Höchstbetrags überschreiten dürfen.

§ 3. Um in den Genuss der in § 1 vorgesehenen Erstattung zu gelangen, reicht der Verantwortliche der Aufnahmestelle bei dem öffentlichen Dienst der Wallonie innerhalb einer Frist von höchstens sechs Monaten ab der tatsächlichen Aufnahme des Tiereseine Forderungsanmeldung nach dem Muster im Anhang 2 ein.

Die pauschale Erstattung beeinträchtigt nicht das Recht des Verantwortlichen der Aufnahmestelle, die Erstattung der Kosten, die seines Erachtens durch die Pauschale nicht abgedeckt sind, bei dem Eigentümer zu verlangen.

KAPITEL IV — *Verpflichtungen des Verantwortlichen der Aufnahmestelle im Rahmen des Verfahrens zur administrativen Beschlagnahme*

Art. 4 - Der Verantwortliche der Aufnahmestelle lässt einen tierärztlichen Bericht über den Gesundheitszustand des beschlagnahmten Tieres erstellen. Dieser Bericht geht bei der Direktion der Bekämpfung der Wilddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen spätestens am vierten Tag nach der tatsächlichen Aufnahme des beschlagnahmten Tieres ein.

Art. 5 - Der Verantwortliche der Aufnahmestelle beachtet den von der Direktion der Bekämpfung der Wilddieberei und der Ahndung der Verschmutzungen getroffenen Beschluss über den Aufnahmeort sowie die bei der Zustellung dieses Beschlusses festgesetzten Fristen.

Art. 6 - Wenn der Verantwortliche der Aufnahmestelle die in den Artikeln 4 und 5 erwähnten Verpflichtungen nicht einhält, wird die in Artikel 3 § 1 vorgesehene Erstattung nicht gewährt.

KAPITEL V — *Verfahren bezüglich der Bestimmung des Tieres*

Art. 7 - Wenn es sich bei der in Anwendung von Artikel 42 § 2 des Gesetzes festgesetzten Bestimmung um den Verkauf des Tieres handelt, werden die Modalitäten dieses Verkaufs einem Gerichtsvollzieher anvertraut.

Art. 8 - Um einen Beschluss über die Beschlagnahme oder die Bestimmung eines Tieres zu treffen oder um diesen umzusetzen, kann der Bedienstete einen Experten oder jede andere für nützlich erachtete Person zu Rate ziehen. Die dadurch entstehenden Kosten werden von dem öffentlichen Dienst der Wallonie vorgestreckt.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 9 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.
Namur, den 14. April 2016.

Der Minister-Präsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

Anhang 1 — Pauschalkosten für die Aufnahme eines Tieres im Falle einer administrativen Beschlagnahme

Die Pauschalkosten für die Aufnahme im Rahmen einer administrativen Beschlagnahme werden je nach Tierart wie folgt festgesetzt:

1°	für einen Hund	150 €
2°	für eine Katze	150 €
3°	für einen Equiden	150 €
4°	für ein Rind	150 €
5°	für ein Schaf	75 €
6°	für eine Ziege	75 €
7°	für einen Hirsch	75 €
8°	für ein Schwein	75 €
9°	pro Gruppe von höchstens 10 Nagetieren	35 €
10°	pro Nagetier ab dem 11. Nagetier	3,5 €
11°	pro Gruppe von höchstens 10 Hasentieren	35 €
12°	pro Hasentier ab dem 11. Hasentier	3,5 €
13°	pro Gruppe von höchstens 10 Frettchen	35 €

14°	pro Frettchen ab dem 11. Frettchen	3,5 €
15°	pro Gruppe von höchstens 10 Vögeln	35 €
16°	pro Vogel ab dem 11. Vogel	3,5 €
17°	pro Gruppe von höchstens 20 Geflügeltieren	35 €
18°	pro Geflügeltier ab dem 21. Tier	1,75 €
19°	pro Gruppe von höchstens 3 Reptilien derselben Art (andere Reptilien als diejenigen, die unter 21°, 22°, 23° und 24° erwähnt sind)	100 €
20°	pro unter 19 erwähntes Reptil ab dem 4. Reptil	33 €
21°	pro Gruppe von höchstens 3 Schlangen derselben Art	75 €
22°	pro Schlange derselben Art ab der 4. Schlange	25 €
23°	pro Gruppe von höchstens 20 jungen Wasserschildkröten	100 €
24°	pro junge Wasserschildkröte ab der 21. Wasserschildkröte	5 €
25°	pro Gruppe von höchstens 20 wirbellosen Tieren	20 €
26°	pro wirbelloses Tier ab dem 21. wirbellosen Tier	1 €

Die Beträge der Pauschalentschädigungen werden im Rahmen eines Indexsprungs um fünf Prozent erhöht und zwar am 1. Juli des Jahres nach dem Jahr, im Laufe dessen der Gesundheitsindex um ein Mehrfaches von fünf Prozent im Vergleich zu dem Basisindex angestiegen ist. Bei dem Basisindex handelt es sich um den Gesundheitsindex des Monats September 2015.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme beigefügt zu werden.

Namur, den 14. April 2016.

Der Minister-Präsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

—————

Anhang 2 - Muster der Forderungsanmeldung

FORDERUNGSANMELDUNG – BESCHLAGNAHME VON TIEREN

Akte Nr.

Ich Unterzeichnete(r) (Name/Vorname)
 (Anschrift)
 (PLZ/Gemeinde)
 Handelnd für (Gesellschaft)
 (Anschrift)
 (PLZ/Gemeinde)
 IBAN-Kontonummer:

erkläre, dass der öffentliche Dienst der Wallonie (ÖDW – OGD3 – DBWAV) mir den Betrag von
 (in Zahlen): Euro als Entschädigung für die Aufnahme von
 beschlagnahmten Tieren im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016
 schuldet
 Diese gehören:

Name/Vorname der Verantwortlichen:
 Anschrift:
 PLZ: Gemeinde:

Die Beschlagnahme erfolgte am/...../.....

Anzahl und Arten der beschlagnahmten Tiere x Pauschale oder tatsächliche Kosten, wenn die Art nicht im Anhang 1 aufgeführt ist.		
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
.....	x	€ =€
GESAMTBETRAG:	€

Ich bestätige auf Ehrenwort, dass die vorliegende Forderungsanmeldung über den Betrag von (in Buchstaben):
 Euro aufrichtig und vollständig ist.

Zu, am/...../.....

(Unterschrift)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 zur Bestimmung der Modalitäten für die in Artikel 42 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnte administrative Beschlagnahme beigefügt zu werden.

Namur, den 14. April 2016.

Der Minister-Präsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2016/27093]

14 APRIL 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, artikel 42, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2014 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 januari 2016;

Gelet op het advies 58.787/4 van de Raad van State, gegeven op 3 februari 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van het dierenwelzijn ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de agent : elke agent van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw Hulpbronnen en Leefmilieu bevoegd om een administratieve inbeslagneming te verrichten op basis van artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 ;

2° de wet : de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren ;

3° de opvangplaats : de geschikte opvangplaats bedoeld in artikel 42, § 1, van de wet ;

4° de Minister : de Minister van dierenwelzijn ;

5° de « Direction de l'Anti-braconnage et de la Répression des Pollutions » (Directie Stroperijbestrijding en verontreinigingsbestrafing) : de « Direction Anti-braconnage et Répression des Pollutions » van het Departement Politie en Controles van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de opvang van in beslag genomen dieren*

Art. 2. § 1. Een in beslag genomen dier wordt ondergebracht in een opvangplaats, hetzij een dierenasiel, hetzij een dierentuin, beide erkend overeenkomstig artikel 5 van de wet.

Als de agent geen opvangplaats kan vinden zoals bedoeld in het eerste lid, mag hij het dier onderbrengen in een niet erkende geschikte opvangplaats.

§ 2. De agent die de inbeslagneming verricht bepaalt de opvangplaats op grond van :

1° de opvangcapaciteit van de opvangplaats naar gelang van het betrokken soort ;

2° de afstand tussen de plaats van inbeslagneming en de opvangplaats ;

3° de gezondheidstoestand van het dier en het dringende karakter van zijn opvang ;

4° voor zover het vervoer door de agent geëist wordt, de mogelijkheid om het dier binnen de door de agent bepaalde termijn te vervoeren.

HOOFDSTUK III. — *Terugbetaling van de kosten i.v.m. de procedure inzake administratieve inbeslagneming*

Art. 3. § 1. De verantwoordelijke voor de opvangplaats bedoeld in artikel 2 kan de Waalse Overheidsdienst slechts verzoeken om de terugbetaling van de kosten i.v.m. de tenlasteneming van het administratief in beslag genomen dier als ze verricht wordt door de agent bedoeld in artikel 1, 1°.

§ 2. De kosten worden forfaitair vastgelegd overeenkomstig bijlage 1.

In geval van tenlasteneming van een niet in bijlage 1 opgenomen soort, kan de verantwoordelijke voor de opvangplaats verzoeken om de terugbetaling van de reële kosten op voorwaarde dat ze niet hoger zijn dan het drievoudige van het maximumbedrag waarin bijlage 1 voorziet.

§ 3. Om de in paragraaf 1 bedoelde terugbetaling te genieten, richt de verantwoordelijke voor de opvangplaats binnen een maximumtermijn van zes maanden, die ingaat op de datum waarop het dier ten laste genomen wordt, aan de Waalse Overheidsdienst een schulvorderingsaangifte naar het model opgenomen in bijlage 2.

De forfaitaire terugbetaling doet geen afbreuk aan het recht van de verantwoordelijke voor de opvangplaats om bij de eigenaar de terugbetaling te vorderen van de kosten die hij niet gedekt acht door het forfaitaire bedrag.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichtingen van de verantwoordelijke
voor de opvangplaats in het kader van de procedure inzake administratieve inbeslagneming*

Art. 4. De verantwoordelijke voor de opvangplaats laat een veterinair rapport opmaken over de gezondheidstoestand van het in beslag genomen dier. Dat rapport wordt aan de « Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions » gestuurd uiterlijk de vierde dag na de effectieve tenlasteneming van het in beslag genomen dier.

Art. 5. De verantwoordelijke voor de opvangplaats richt zich naar de bestemmingsbeslissing van de « Direction Anti-braconnage et Répression des pollutions » binnen de termijnen bepaald bij de kennisgeving van de beslissing.

Art. 6. Als de verantwoordelijke voor de opvangplaats zich niet houdt aan de verplichtingen bedoeld in de artikelen 4 en 5, wordt de terugbetaling waarin artikel 3, § 1, voorziet, niet toegekend.

HOOFDSTUK V. — *Procedure tot bestemming van het dier*

Art. 7. Als de overeenkomstig artikel 42, § 2, van de wet bepaalde bestemming in de verkoop van het dier bestaat, worden de modaliteiten voor die verkoop aan een gerechtsdeurwaarder toevertrouwd.

Art. 8. Om een beslissing tot inbeslagneming of tot bestemming van een dier te nemen of voor de toepassing ervan, kan de agent een beroep doen op een deskundige of op elke andere nuttig geachte persoon. De in dat kader gemaakte kosten worden door de Waalse Overheidsdienst voorgeschoten.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 9. De Minister van dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 14 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1. Forfaitaire kosten voor de tenlasteneming van een dier in geval van administratieve inbeslagneming

De forfaitaire kosten inzake tenlasteneming in het kader van een administratieve inbeslagneming worden per soort vastgelegd als volgt :

1°	voor een hond	150 €
2°	voor een kat	150 €
3°	voor een paardachtige	150 €
4°	voor een rund	150 €
5°	voor een schaap	75 €
6°	voor een geit	75 €
7°	voor een hertachtige	75 €
8°	voor een varken	75 €
9°	per groep van maximum 10 knaagdieren	35 €
10°	per knaagdier vanaf het 11de	3,5 €
11°	per groep van maximum 10 haasachtigen	35 €
12°	per haasachtige vanaf de 11de	3,5 €
13°	per groep van maximum 10 fretten	35 €
14°	per fret vanaf het 11de	3,5 €
15°	per groep van maximum 10 vogels	35 €
16°	per vogel vanaf de 11de	3,5 €
17°	per groep van maximum 20 gevogelte	35 €
18°	per gevogelte vanaf het 21ste	1,75 €
19°	per groep van maximum 3 reptielen van dezelfde soort (andere dan die bedoeld onder 21°, 22°, 23°, 24°)	100 €
20°	per reptiel bedoeld onder 19° vanaf het 4de	33 €
21°	per groep van maximum 3 slangen van dezelfde soort	75 €
22°	per slang van dezelfde soort vanaf de 4de	25 €

23°	per groep van maximum 20 jonge waterschildpadden	100 €
24°	per jong waterschildpad vanaf het 21ste	5 €
25°	per groep van maximum 20 ongewervelde dieren	20 €
26°	per ongewerveld dier vanaf het 21ste	1 €

De bedragen van de forfaitaire vergoedingen worden per indexesprong van 5% verhoogd op 1 juli van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan de gezondheidsindex stijgt met een veelvoud van 5% t.o.v. de basisindex. De basisindex is de gezondheidsindex van september 2015.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

Namen, 14 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2. Model van schuldvorderingsaangifte

SCHULDVORDERINGSAANGIFTE – INBESLAGNEMING DIEREN

Dossier Nr.

Ondergetekende, (naam/voornaam)
 (adres)
(PC/gemeente)
 Handelend voor rekening van..... (vennootschap)
 (adres)
(PC/gemeente)
 Rekeningnummer IBAN :

verklaar dat de Waalse Overheidsdienst (SPW – DGO3 – DPC – DABRP) mij de som van (in cijfers) verschuldigd is :.....

euro als vergoeding voor de tenlasteneming van dieren die in beslag zijn genomen krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 en die toebehoren aan :

Naam/voornaam van de verantwoordelijke :
 Adres :
 PC : Gemeente :

De inbeslagneming werd verricht op/...../.....

Aantal en soorten in beslag genomen dieren x Forfait of reële kost als de soort niet in bijlage 1 opgenomen is.

.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
.....	x	.....	€ =	.....	€
TOTAAL :				.....	€

Ik verklaar op erewoord dat deze aangifte voor de som van (voluit) euro oprecht en volledig is.

Gedaan te....., op/...../.....

(handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de administratieve inbeslagneming bedoeld in artikel 42 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

Namen, 14 april 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER EN VLAAMSE OVERHEID

[C – 2016/35700]

2 MAART 2016. — Nationale Orden

Bij Koninklijk besluit van 2 maart 2016 wordt het volgende bepaald :

Artikel 1. § 1. Worden benoemd tot Ridder in de Kroonorde :

GARNIER Yves

Federaal voorzitter Koninklijke Vlaamse Voetbalbond

Ranginneming : 15/11/2015

HOOGSTOEL Freddy

Voorzitter Koninklijke Vlaamse Voetbalbond, Afdeling Oost-Vlaanderen

Ranginneming : 15/11/2015

§ 2. De Gouden Palmen de Kroonorde worden toegekend aan :

NIES Petrus

Secretaris vzw Thor Veldeken te Zele

Ranginneming : 15/11/2012

TOLLENAERE Antoine

Voorzitter Sporta Zeveneken

Ranginneming : 08/04/2005

§ 3. De Gouden Medaille der Kroonorde wordt toegekend aan :

ONGENA Louis

Bestuurslid Sporta Zeveneken

Ranginneming : 15/11/2004

ROGGEMAN Karel

Bestuurslid Patro Herdersem

Ranginneming : 15/11/2008

RUBBENS Michel

Penningmeester FC Kruisstraat Brakel vzw

Ranginneming : 15/11/1999

TOLLENAERE Aime

Bestuurslid Sporta Zeveneken

Ranginneming : 08/04/2000

Art. 2. Zij nemen rang in de Orde op de datum vermeld tegenover hun naam.

Art. 3. De Minister van Buitenlandse Zaken, tot wiens bevoegdheid het beheer van de Orde behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE ET AUTORITE FLAMANDE

[C – 2016/35700]

2 MARS 2016. — Ordres nationaux

L'arrêté royal du 2 mars 2016 dispose ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Sont nommés Chevalier de l'Ordre de la Couronne :

GARNIER Yves

Président fédéral de la « Koninklijke Vlaamse voetbalbond » (Union royale flamande de football)

Prise de rang au 15/11/2015

HOOGSTOEL Freddy

Président de la « Koninklijke Vlaamse voetbalbond », Division de la Flandre orientale

Prise de rang au 15/11/2015

§ 2. Les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

NIES Petrus

Secrétaire de l'a.s.b.l. « Thor Veldeken » à Zele

Prise de rang au 15/11/2012

TOLLENAERE Antoine

Président de « Sporta Zeveneken »

Prise de rang au 08/04/2005

§ 3. La Médaille d'Or de l'Ordre de la Couronne est décernée à :

ONGENA Louis

Membre du comité directeur de « Sporta Zeveneken »

Prise de rang au 15/11/2004

ROGGEMAN Karel

Membre du comité directeur de « Patro Herdersem »

Prise de rang au 15/11/2008

RUBBENS Michel

Trésorier de l'a.s.b.l. « FC Kruisstraat Brakel »

Prise de rang au 15/11/1999

TOLLENAERE Aime

Membre du comité directeur de « Sporta Zeveneken »

Prise de rang au 08/04/2000

Art. 2. Ils prennent rang dans l'Ordre à la date indiquée en regard de leur nom.

Art. 3. Le Ministre des Affaires étrangères ayant la gestion de l'Ordre dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.